

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Axe Baraka - Katanga - Sebele

MISSION INTER ORGANISATIONS

Contexte

Description de la crise

Depuis février 2024, le littoral de Fizi est en proie aux inondations et éboulements de grande envergure, liés au débordement aux pluies torrentielles et au débordement du Lac Tanganyika. Des alertes reçues et évaluation réalisées par des acteurs locaux, ces catastrophes climatiques enregistrées sur l'ensemble de littoral de Fizi, entraînent des répercussions désastreuses sur les habitations, les infrastructures de bases (Routes, écoles, établissements de santé, ...) et des vastes étendus de champs.

La présente évaluation fait suite à l'alerte 5121, relative au déplacement d'environ 15 000 ménages déplacés (90 000 personnes) autour des aires de Santé de Kalundja, Baraka, Mwangaza, Mushimbakye, Mwandiga, Katanga (Mairie de Baraka), Katanga, Malinde, Muungane et Sebele (Fizi territoire).

Ces déplacés qui perdu leurs biens essentiels vivent en famille d'accueil, dans les huttes des fortunes et des maisons inachevées en situation des précarités et de promiscuité.

L'ERM conduite du 23 au 30 mai 2024 dans les aires de santé mentionnées, relèvent la présence d'au moins 15 085 ménages déplacés à la suite de ces inondations. Des besoins pressants en assistance de ces populations vulnérables s'expriment en termes des interventions en abris, AME, Sécurité alimentaire, Wash, santé, éducation et en réhabilitation de l'axe routier Uvira - Fizi Centre.



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte	5221	5221
Autres codes d'alerte		
Date de début de crise	01/05/2024	03/05/2024
Date de fin de crise	01/05/2024	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	39674	1992
Taille moyenne ménages	6,0	-
Accès physique	Source : équipe d'évaluation	
Accès sécuritaire	Moto	
Présence de la MONUSCO	Non	
Incidents au cours des 2 dernières semaines	RAS	
Couverture tél.	90%	(estimation)
<p>EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres</p>		

Conséquences humanitaires

La crise des catastrophes naturelles en Territoire de Fizi a impacté négativement les conditions de vie des déplacés et familles d'accueil. Nombreux des milliers de ménages ont perdu leurs moyens de subsistance, des maisons d'habitation, biens ménagers essentiels, leurs champs, les commerces ... Les dégâts énormes sont observés au niveau d'infrastructures de base : la RN5 Uvira – Baraka est coupée à plusieurs endroits à la suite de débordement du Lac Tanganyika et des éboulements, affectant les opérations humanitaires dans la région. La voie lacustre reste pour l'instant la seule alternative à l'acheminement de l'aide humanitaire en territoire de Fizi. On compte également des écoles et formations sanitaires détruites ou endommagées, des marchés inondés

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	6%	4%
18-64 ans	32%	31%
6-17 ans	38%	37%
7 mois-5 ans	18%	16%
0-6 mois	6%	12%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM)²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	85%
Nutrition	6%
Abris	5%
Articles ménagers essentiels (AME)	7%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	2%
Nourriture	2%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	7%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	15466				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	9%	25%	-	65%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	7%	-	12%	-	82%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	7%	38%	-	-	44%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	59%	-	-	-	41%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	8%	56%	35%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	52%	-	-
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	5%	27%	56%	12%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	6%	6%	18%	32%	32%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	1%	-	99%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	14%	32%	47%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	-	-	-	71%	-
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	-	-	Paludisme	-	-
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	68%	-	-	-	32%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	74%	-	-	-	26%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	83%	-	-	-	18%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	80%	-	20%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	16%	-	-	-	-

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Des informations collectées çà l'issue des GDC, la montée du niveau d'eau semble se stabiliser, néanmoins les capacités de réponse de partenaires qui se positionnent en réponse à la crise dans les secteurs d'Abris, AME, Sécurité alimentaire, Wash, éducation sont loin à pouvoir répondre à l'immensité des besoins relevés à l'issue de la mission ERM. Des analyses faites par les acteurs humanitaires durant les 4 dernières années dans la partie littorale de Fizi montrent des tendances à l'aggravation de la situation en termes des dégâts causés par les inondations et des glissements de terres. Pour les acteurs impliqués dans la réponse, des besoins sont de plus en plus croissants, mais les capacités de mobilisation des ressources pour faire face à la crise des catastrophes climatiques trop faibles.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	72%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	42%
Vouchers / foires	14%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	63%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	10%
Autre	1%

Types de besoins prioritaires de la population (IC)²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 51
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	38
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	22
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	22
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	8
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	21
Santé	28
Education	10
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	4
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM révisée produite par OCHA et REACH pour la communauté humanitaire en RDC. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC); des entretiens auprès de ménages (EM); et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées au près d'un échantillon total de 113 ménages déterminés sur une population estimée à 39674 ménages, répartie dans 19 localités et quartiers à évaluer. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par sexe) ainsi que des EM dans les localités échantillonnées le long des axes enquêtés. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des localités. Au cours de cette enquête 21 entretiens ont été réalisés dans les 19 localités avec les Informateurs Clés.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	27/05/2024	27/05/2024	
Date de fin de l'enquête	31/05/2024	28/05/2024	
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
MWEMEZI 2	1529	2	1	2
AEBAZ 2	1222,75	4	2	2
Mwemezi 3	7456,75	3	2	2
Mwemezi 1	1242	2	1	2
AEBAZ 1	886,75	3	1	2
Kalundja	885,5	4	3	2
Malinde	8369,5	13	2	2
Matata	1912	5	2	2
Matongo	4233,75	1	1	2
Kaseke	1716	4		
Matata	1835,5	4		
Katanga	251,5	14	1	
Lukoke	75	1	2	
Moma	1719	8		
Mwandiga 1	1716	4		2
Mwandiga 2	313	4		
KALINGA Nord	2424	8		
Matongo	439	10		
Sebele	1447	19	3	
Total	-	113	18	20

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	39%	12%	
■ Retournés	0%	4%	
■ Communauté hôte / autochtones	61%	82%	
■ Réfugiés	0%	2%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	15466	234
Retournés	0	85
Communauté hôte / autochtones	24208	1624
Réfugiés	0	46
Rapatriés / expulsés	0	2

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 39674 1992

Taille moyenne des ménages (EM) 6,0 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 39% 23%

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 24% (Réponse IC majoritaire) i, beaucoup (plus de la moi

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 9656 -

Analyse des mouvements de population

Les personnes déplacées dont il est question dans ce rapport sont les personnes sinistrées par la montée du niveau d'eau du lac Tanganyika. Ces personnes ont généralement tout perdu (maison, biens ménagers, champs agricoles, latrines, parcelles et même les membres de familles. A Baraka et sur l'axe Malinde – Sebele, ces personnes sont estimées à près de 15466 ménages.

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données Mdp EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	15466
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	24208
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	39674

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0
	115-125 mm	0	0	0	0	0
	>125 mm	0	0	0	0	0
	MAG	0		0		0
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0
	115-125 mm	0	0	0	0	0
	>125 mm	0	0	0	0	0
	MAG	0		0		0
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0	0	0
	115-125 mm	0	0	0	0	0
	>125 mm	0	0	0	0	0
	MAG	0		0		0
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0				
	185-230 mm	0				
	>230 mm	0				
	MAG	0				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	31	82
	115-125 mm	19	50
	MAG	49	132
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	33	84
	115-125 mm	22	62
	MAG	55	146
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	64	0
	115-125 mm	41	113
	MAG	104	279
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	23	
	185-230 mm	59	
	MAG	81	

Analyse Nutrition

Tous les centres de santé évalués ont chacune une structure nutritionnelle fonctionnelle (UNTA) mais non appuyée, ce qui explique les ruptures en intrants de prise en charge nutritionnelle au cours des trois derniers mois.

Suivant l'enquête auprès des professionnels de santé dans les aires de santé visitées, la moyenne de MAG est de 81 cas chez les femmes enceintes/allaitantes et 279 cas chez les enfants de moins de 5ans. De ceci découle en moyenne 166 cas de malnutrition aigüe sévère (soit 60%) chez les enfants de moins de 5ans dont 84 filles et 82 garçons ainsi que 23 cas de MAS chez les femmes enceintes (Soit 28%). Il est donc nécessaire d'organiser une enquête nutritionnelle dans la zone de FIZI et d'approvisionner les structures de santé en intrants de prise en charge

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		37	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	25%	20	
Agriculture de subsistance	38%	32	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	13%	31	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	8	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	16	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	0	
Aucune	6%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	49%	-	
Non	51%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	78%	-	
Non	22%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	1%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	60%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	41%	23	
Non	59%	12	
Ne sait pas	0%	2	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	5	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	14	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	15	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	3	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité			
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire						
		37				
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²						
Production personnelle	42%	-				
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-				
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	6%	-				
Marché	14%	-				
Travail pour de la nourriture	41%	-				
Cueillette, chasse ou pêche	12%	-				
Achat auprès d'un voisin	10%	-				
Petit commerce	6%	-				
Vente de braises/charbon, etc	9%	-				
Echange de produits contre de la nourriture	18%	-				
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	28%	-				
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	3%	-				
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-				
Autre	4%	-				
Ne sait pas	0%	-				
Ne se prononce pas	0%	-				
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)						
Aucune réserves	65%	-	5			
1-2 semaines	25%	-	3			
3-4 semaines	9%	-	1			
Plus de 4 semaines	1%	-				
Nombre moyen de repas par jour (EM)						
Pour les adultes hommes	2	-				
Pour les adultes femmes	2	-				
Pour les garçons de moins de 18 ans	2	-				
Pour les filles de moins de 18 ans	2	-				
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴						
Acceptable (>42)	7%	12%	82%	7%	-	1
Limite (>28)				12%	-	3
Pauvre (≤28)				82%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵						
Durable (<4)	7%	38%	56%	7%	-	1
Sous pression (<19)				38%	-	3
Crise / urgence (≥19)				56%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les principaux problèmes liés à l'accès à la nourriture de la population affectée par la crise :

La situation alimentaire des populations sinistrées par les inondations, reste très préoccupante du fait que la quasi-totalité des champs des personnes sinistrées a été submergée par les eaux du lac Tanganyika, surtout dans la vallée de Kenya (Lubenga, Kitete, Kenya, Bikumbù, Kokya, Sikutumwa, Mialamba et Kamina), principales contrées couvrant les activités agricoles pour le grand nombre des habitants des aires de santé d'Etat Baraka, Mushimbakye, Mwangaza, Katanga et Malinde ;

Environ soixante-dix pourcents, sur plus ou moins 11 000 ha de l'étendue de la vallée susmentionnée est occupé par l'eau du lac Tanganyika et de la rivière Mutambala ; Perte de plusieurs terres agricoles à Malinde (Bumba, Changwena et Elekya), à Kaseke/Kotongo (aire de santé de Muungano) et la totalité des sols agricoles à Kianda dans l'aire de santé de Sebele ;

Au regard de cette situation, il s'en déduit une rareté des terres arables, pourriture des tubercules, baisse des productions, des récoltes anticipées avant même la maturité, rareté des produits locaux sur le marché, hausse des prix des denrées alimentaires, inaccessibilité de plusieurs ménages à la nourriture, consommation des nourritures qui ne plaisent pas, hausse de cas de malnutrition infantile, etc. ;

Pour s'adapter à cette situation, la population sinistrée exerce les travaux champêtres et rémunérés journalièrement encore trouvés occasionnellement et qui n'arrivent

Abris

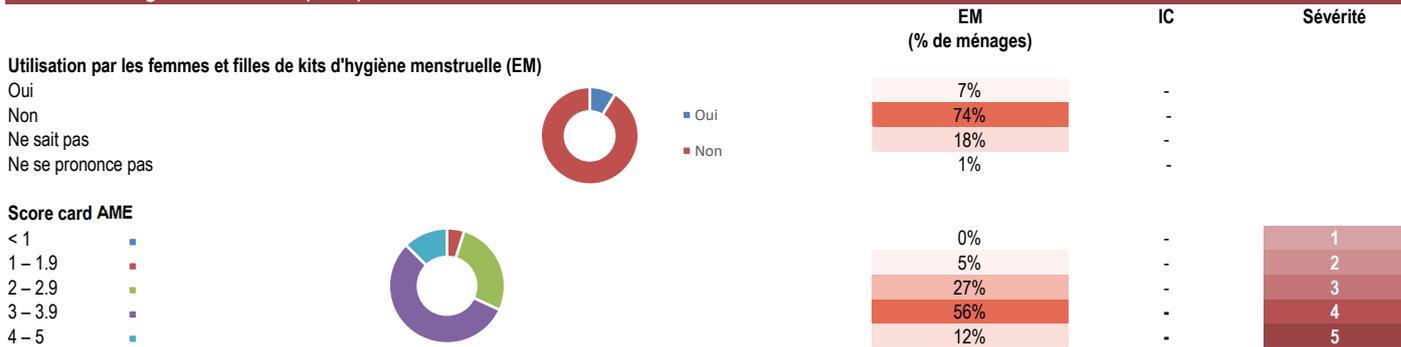
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		34	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	31%	-	
En famille d'accueil	24%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	27%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	18%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	15%	16	
Maison (construction non-durable délabrée)	84%	30	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	1%	21	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	1	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	1	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Non consensus	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	52%	-	3
Non	48%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	7%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	24%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	26%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	15%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	20%		3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Plusieurs ménages des personnes sinistrées visitées vivent dans des familles d'accueil, des maisons de chantiers et d'autres dans des maisons de location dans des conditions de précarité et de promiscuité avec tous les risques de protection. Environ 2000 maisons ont été détruites par les inondations dans l'ensemble de la zone visitée. Sans aucune assistance les sinistrés sollicitent l'implication des autorités afin de leur octroyer un terrain pour le nouveau lotissement et l'assistance à la communauté humanitaire.

Les déplacés sont logés en familles d'accueil (soit 30%) et une majorité (46%) prennent des abris en location. 82 % des ménages sont logés dans les abris non-durables et délabrés en paille ou des abris d'urgence. Les ménages déplacés et les familles d'accueil (majorité) vivent dans une promiscuité dans les maisons soit 59% de membres de ménages déplacés dorment dans une chambre. Une assistance en abris est recommandée dans la zone.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Selon les participants aux GDC, lors des inondations, les ménages déplacés ont vu leurs articles ménagers essentiels emportés par les eaux et d'autres détruits lors des effondrements des maisons. Les ménages déplacés profitent de la charité des familles d'accueil qui leur prêtent ou carrément offrent quelques AME (bidon, casserole, assiette, nattes et même les vêtements...).

53 % de ménages ont un score CARD AME supérieur ou égal à 3 contre 27 % dont le score est entre 2 et 2,9. 85% de femmes et filles en âge de procréer n'utilisent pas de kits d'hygiène menstruelle (EM) car elles n'en ont pas et/ou ne savent pas l'utiliser. Selon les participants aux groupes de discussion, les articles ménagers prioritaires sont : Casserole, bidon et assiettes. Une assistance en articles ménagers essentiels aux ménages déplacés est recommandée dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		40	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	75	
Robinets public / bornes fontaines	-	30	
Puits à pompe / forage	-	50	
Puits creusé aménagé	-	73	
Source naturelle aménagée	-	96	
Source naturelle non-aménagée	-	72	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	476	
Camion-citerne	-	96	
Charrette avec petite citerne	-	96	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	75	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	123	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	38%	-	1
Source non-améliorée	28%	-	3
Eau de surface	32%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	71%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non potable) (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	86%	-	
De 31 minutes à 2 heures	13%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	6%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	6%	11	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	9%	10	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	3%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	1	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	38%	32	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	13%	17	
L'eau est trop chère	50%	14	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	40%	11	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	4%	0	
Autre	5%	0	
Ne sait pas	6%	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
	40	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction		38%	-
Les hommes adultes		0%	-
Les femmes adultes		31%	-
Les garçons de moins de 18 ans		31%	-
Les filles de moins de 18 ans		31%	-
Ne sait pas		0%	-
Ne se prononce pas		0%	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM)⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes		6%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes		6%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée		10%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée		18%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée		2%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement		32%	-	
Pas assez d'eau pour boire		32%	-	

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon		0%	-	1
Oui, eau seulement		99%	-	3
Non		1%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui		65%	-
Non		35%	-
Ne sait pas		0%	-
Ne se prononce pas		0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui		1%	-
Non		99%	-
Ne sait pas		0%	-
Ne se prononce pas		0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC)²

Présence de matières fécales	-	33
Eau stagnante	-	33
Déchets solides domestiques	-	27
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	8
Rongeurs / rats	-	10
Aucun	-	3

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		40	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	14%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	32%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	47%	-	5

Analyse EHA

L'accès aux infrastructures d'assainissement et à l'eau potable reste toujours très insuffisant et inégal dans la zone évaluée. Les défis en matière d'accès aux infrastructures de base sont accentués non seulement par la forte croissance démographique mais aussi par la perte de certains ouvrages (bornes fontaines) qui sont inondés et restent non fonctionnels. Selon les données recueillies dans les focus group, on observe moins de points d'émergence dans la zone, ce qui permet aux acteurs humanitaires d'aller chercher les sources à capter ailleurs de la zone pour alimenter la plupart des aires de santé évaluées, et avec conséquence de faible débit étant donné qu'une quantité d'eau est laissée pour desservir la population se trouvant dans de la zone de captage.

Il existe également un risque élevé de maladies généralisées avec des concentrations de population sinistrée élevée dans les petits villages. Des cas de diarrhée, de choléra, de paludisme et de fièvre typhoïde des enfants de moins de cinq ans ont été observés dans les communautés d'accueil.

Santé

		IC	
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		40	
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		78%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		19%	-
Autre		1%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		78%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		18%	-
Autre		1%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		73%	-
Entre 1 heure et 2 heures		26%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille	-	1	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	39	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		40	

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²

Pas de problèmes	-	1
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	2
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0
Manque de médicaments	-	10
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	25
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	3
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	6
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	4
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	2
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0
Autre	-	14
Ne sais pas	-	0

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	71%	-	4
Fièvre	83%	-	
Toux	68%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	68%	-
Non	17%	-
Ne sait pas	5%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	982	951
Infection Respiratoire Aigüe	184	188
Diarrhées aiguës	144	142
Typhoïde	0	36
Malnutrition aigüe globale	279	282
Rougeole	3	5
Choléra	2	2
Fièvre jaune	2	2
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui
Non, manque grave
Oui, un peu

Analyse Santé

Les sinistrés de la crise encours ne bénéficient pas de la gratuité des soins. Parmi les huit aires de santé évaluées seul le centre de santé Katanga est sous l'appui du partenaire humanitaire IMC avec une gratuité ciblée et son contrat avec le contrat prend fin en juin 2024.

Au cours du mois d'avril morbidités fréquentes sont le paludisme suivi des diarrhées simples, les infections respiratoires aiguës et la malnutrition aigüe.

A la semaine épidémiologique 20, la zone de santé de Fizi a notifiée deux cas suspects de choléra avec le cumul de 82 cas de la S1 à S20. L'aire de santé de Katanga qui est une des pourvoyeuses des cas suspect choléra a une UTC nécessitant un aménagement et le renforcement de la PCI.

Toutes les structures visitées ont enregistré la rupture en stock d'au moins trois médicaments traceurs, les intrants nutritionnels et rupture en kit PEP à un structure de santé visité (CS Mushimbakye).

Toutes les structures de soins de santé ont exprimé de besoin de renforcement de la PCI (prévention et contrôle d'infection) par manque des équipements de protection individuelle, le savon, les

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		40	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	32%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	26%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	24	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	19	-	
Nombre total de personnes âgées	3	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	2	5	4
Meurtre	7	4	6	3
Mutilations / coups et blessures	0	0	2	0
Violences intercommunautaires	3	7	0	4
Violences sexuelles	19	23	12	14
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	5	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	3
Mariage forcé / précoce	9	14	8	17
Violences conjugales	11	19	8	10
Séparation des familles	14	12	15	7
Pillage / vol / cambriolage	9	6	4	7
Pillage du bétail	6	1	1	1
Arrestations arbitraires	17	3	9	1
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	2	4	3
Recrutements / enrôlements forcés	2	2	6	2
Démobilisation d'acteurs armés	3	0	0	0
Travaux forcés	3	3	3	6
Autre	0	0	3	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	11%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	71%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	16%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	11%	-
Déni d'accès à des services	7%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	73%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	8%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		40	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM)²			
Pas de cas dans la communauté	53%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	22%	-	
Viol	12%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	12%	-	
Mariage forcé	6%	-	
Déni d'accès à des services	5%	-	
Abus psychologique / émotionne	3%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	6	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	13	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	15	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	3	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC)²			
Aucun problème	-	10	
Accapement des terres	-	6	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	8	
Accès à la terre pour les PDI	-	5	
Augmentation du coût du loyer	-	12	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	16	
Destruction des cultures ou des animaux	-	6	
Destruction des étangs piscicoles	-	1	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	2	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	1	
Insécurité d'occupation	-	3	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	3	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	4	
Rareté des terres	-	5	
Remise en cause des transactions foncières	-	3	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

La situation de protection est caractérisée par le déplacement de la population de suite de la montée des eaux du lac Tanganyika et la crue des rivières qui ont poussé bon nombre de population à abandonner leurs habitations. Tandis que la situation sécuritaire est relativement calme sur l'ensemble des localités enquêtées. Pas de problèmes de cohabitation entre les personnes déplacées/sinistrées et la population hôte. Dans certaines localités, des mécanismes de résolution des conflits y sont installés. Cependant, il y a nécessité d'appuyer la mise en place de ces mécanismes dans d'autres localités qui n'en ont pas encore. Les déplacés/sinistrés sont accueillis dans des ménages des autochtones et vivent dans une promiscuité sans précédent. Quelques cas des violences sexuelles ont été rapportés par la population enquêtée ; des cas de mariages précoces ont également été signalés. La circulation d'armes légères et petits calibres fragilise la situation sécuritaire et rend la protection des civiles très précaire, conduisant ainsi à des enlèvements. Les déplacés/sinistrés sont exploités économiquement dans toutes les localités par les autochtones. L'enrôlement des jeunes et enfants dans les groupes armés, des cas de pillages et travaux forcés d'enfants ont également été signalés dans certaines localités.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		38	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	80%	-	1
Plus de 1 heure	20%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	17%	-	
Non	82%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	16	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	6	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	11%	-	
Filles (Primaire)	16%	-	
Garçons (Secondaire)	14%	-	
Filles (Secondaire)	22%	-	
Total	16%	-	1
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	66%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	3%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	20%	-	
Ne se prononce pas	10%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	3	3
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	3	7
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	1
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	4	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	1	1
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	10	12
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	1	1
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	9	6
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	3	3
	3	7
	0	1
	0	0
	0	0
	0	0
	0	-
	0	-
	4	0
	1	1
	10	12
	0	0
	1	1
	0	0
	9	6
	0	0
	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	85%
Avant la crise	-	75%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%
Avant la crise	-	80%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		61,75
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		57

Analyse Éducation

Au cours de la mission une vingtaine d'écoles primaires et secondaires a été visitée parmi lesquelles, 16 ont été touchées par ces aléas naturels. Il s'agit des écoles primaire Mangapi, Kafulo, Katunda, Ushindi, Nuru, Uhaki, Asolelo, Makola, Bilanda, Tanganyika, Muhebwa, Atele, Salumu-Kihanda, Lubenga, Kowete et Fizi ;

- Certains enseignants ont mentionné la perte de leurs biens et les kits enseignants à la suite des inondations ;

- Dans les villages visités il a été signalé également la présence de plusieurs cas d'abandons scolaires pour des raisons multiples notamment, faibles capacités financières des parents pour supporter les frais scolaires, longue distance (près de 5Km) entre certains villages et les écoles, ainsi que l'inaccessibilité des certains milieux scolaires à la suite de la montée des eaux du lac, manque des fournitures scolaires dues aux inondations ;

- Les enseignants se sont plaints des pléthores d'enfants dans des salles de classe jusqu'au point que les autres n'ont pas des places pour s'asseoir convenablement. Cette situation dé motive aussi d'autres enfants à poursuivre les études.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		51	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	85%	-	
Nutrition	6%	0	
Abris	5%	0	
AME	7%	0	
EHA	0%	7	
Santé	0%	0	
Education	2%	0	
Nourriture	2%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	7%	14	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	38	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.	-	22	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	22	
AME	-	8	
EHA	-	21	
Santé	-	28	
Education	-	10	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	4	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	72%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	42%	-	
Vouchers / foires	14%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	63%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.	10%	-	
Autre	1%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM)²		
Pas de besoin d'information	11%	-
Où recevoir l'assistance	47%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	47%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)		
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	17%	-
Comment donner son feedback	15%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection		
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	11%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	2%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-

	EM (% de ménages)	IC
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM)²		
Appel téléphonique	43%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	46%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	9%	-
SMS	15%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	5%	-
Evenements communautaires	11%	-
Crieurs publics avec mégaphones	20%	-
Au travers des leaders communautaires	21%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	9%	-
Autorités locales gouvernementales	1%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	5%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

	EM (% de ménages)	IC
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM)²		
Appel téléphonique	46%	-
Boite à plaintes	46%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	33%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	12%	-
SMS	8%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	11%	-
Evenements communautaires	8%	-
Crieurs publics avec mégaphones	1%	-
Au travers des leaders communautaires	14%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	10%	-
Autorités locales gouvernementales	2%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-

Analyse AAP

79% des ménages enquêtés affirment n'avoir pas reçu d'aide humanitaire depuis le début de la crise, alors que 14% disent avoir reçu du cash. Les besoins prioritaires exprimés sont : la nourriture, la santé et les abris. Les ménages enquêtés préfèrent à 76% la modalité cash. Concernant les besoins d'informations, les populations veulent savoir comment s'enregistrer et où recevoir de l'aide humanitaire. Les modalités préférées pour un retour de plaintes sont les appels téléphoniques et les boîtes à plaintes pour plus de la moitié des ménages.

Conclusions générales et commentaires

Les résultats de l'ERM réalisée par OCHA et ses partenaires mettent en exergue des besoins pressants en Abris, AME, vivres, Wash, santé, éducation. Notons toutefois que le niveau de sévérité en Abris, AME, Secal et Wash est d'autant plus important que dans les autres secteurs d'intervention humanitaire.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)